

自国政府のために留保する。

LIX

アメリカ合衆国の属領のために

アメリカ合衆国の属領は、その名において行なわれた国際電気通信条約（千九百六十五年モントルー）への署名によつて同条約第十五条に掲げる電話規則又は追加無線通信規則に関するいかなる義務をも受諾しないことを正式に宣言する。

LX

タイのために

タイは、他国が行なつた留保が連合の経費の自国の分担金額の増加をもたらす場合には、自国の利益を保護するため必要と認めるすべての措置を執る権利を留保する。

LXI

トーゴ共和国のために

トーゴ共和国の代表団は、いずれかの国がこの条約の規定を遵守しない場合又は一部の連合員若しくは準連合員がこの会議中に若しくは署名の際に行なつた留保により自国の電気通信業務に支障を生じ、若しくは連合の経費の自国の分担金額の過度の増加をもたらされる場合には、適当と認める措置を執る権利を自国政府のために留保する。

LXII

トルコのために

トルコは、他国が行なつた留保が連合の経費の自国の分担金額の増加をもたらす場合には、自国の利益を保護するため必要と認めるすべての措置を執る権利を留保する。

LXIII

ヴェネズエラ共和国のために

1 ヴェネズエラ共和国の代表団は、業務規則に関するこの条約第二二四号の規定を受諾し、又は受諾しない権利を自国政府のために留保する。

2 ヴェネズエラ共和国の代表団は、他国がこの条約の規定を遵守しない場合には、自国の

par d'autres pays devient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LIX

Pour les Territoires des Etats-Unis d'Amérique :

Les Territoires des Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Territoires des Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement ad hoc des radiocommunications, visés à l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

Pour la Thaïlande :

LX

La Thaïlande se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle peut considérer comme nécessaires pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

Pour la République Togolaise :

LXI

La délégation de la République Togolaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises pendant la Conférence ou à la signature par certains Membres ou Membres associés entraîneraient des situations contraignantes pour ses services de télécommunications ou une augmentation exorbitante trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

Pour la Turquie :

LXII

La Turquie se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle peut considérer comme nécessaires pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXIII

Pour la République de Venezuela :

1. La délégation de la République de Venezuela réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions du numéro 244 de la présente Convention, en ce qui concerne les Règlements administratifs.

2. La délégation de la République de Venezuela réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour

利益を保護するため必要と認める措置を執る権利を自国政府のために留保する。
3 ヴェネズエラ共和国は、この条約又はその附属書に関して行なわれた留保の結果で国際電気通信連合の経費の自国の分担金額の直接又は間接の増加をもたらすものを受諾しない。

LXIV

- ユーゴスラヴィア社会主義連邦共和国のために
ユーゴスラヴィア社会主義連邦共和国の代表団は、自国政府に代わつて、次のとおり認めることを宣言する。
(a) 台湾の代表は、中国に代わつて国際電気通信条約（千九百六十五年モントルー）に署名する権利を有しない。
(b) 南ウィエトナムの代表は、ヴィエトナム全体に代わつて前記の条約に署名する権利を有しない。
(c) 南朝鮮の代表は、朝鮮全体に代わつて前記の条約に署名する権利を有しない。

LXV

ザンビア共和国のために
ザンビア共和国の代表団は、連合員若しくは準連合員がなんらかの方法により国際電気通信条約（千九百六十五年モントルー）の規定を遵守しない場合又はこれらの国の留保により自国の電気通信業務が害される場合には、自国の利益を保護するため必要と認めるすべての措置を執る権利を自国政府のために留保することを宣言する。

以上の証拠として、各全権委員は、英語、中国語、スペイン語、フランス語及びロシア語により本書一通を作成してこの最終議定書に署名した。この議定書は、国際電気通信連合に寄託保存する。国際電気通信連合は、その勝本一通を各署名国に交付する。

千九百六十五年十一月十二日にモントルーで作成した。

（本条約の署名に同じ）

一九六五年の国際電気通信条約及び紛争解決議定書

protéger ses intérêts au cas où un autre pays n'observerait pas les dispositions de la présente Convention.

3. 1a République de Venezuela n'accepte aucune conséquence des réserves formulées au sujet de la présente Convention ou de ses annexes, qui pourraient conduire à une augmentation directe ou indirecte de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union internationale des télécommunications.

LXIV

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :

La délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle considère :

- a) que les représentants de Taiwan n'ont pas le droit de signer la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) au nom de la Chine ;
b) que les représentants du Viet-Nam du Sud n'ont pas le droit de signer ladite Convention au nom du Viet-Nam entier ;
c) que les représentants de la Corée du Sud n'ont pas le droit de signer ladite Convention au nom de la Corée entière.

LXV

Pour la République de Zambie :

La délégation de la République de Zambie déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

ES FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

३।२

(Montreux, 1965)

Les plénipotentiaires soussignés ont signé les Protocoles additionnels suivants qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montroux, 1965) :

Dépenses de l'Union pour la période de 1966 à 1971

du Conseil d'administration,
du Secrétariat général,

- ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1966 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires :

Pour les années postérieures à 1971, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3 % chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Les limites fixées pour les années 1966 et 1967 comprennent chacune une somme de 500.000 francs suisses au titre de paiements qui pourraient se révéler nécessaires aux termes de la résolution N° 3 de la présente

管理理事会の連合の憲章草案作成に要する経費決定の権限
管理理事会による全権委員會議、世界主管庁會議及び國際路問委員會の會合に要する経費の承認

含む。この支払を行なった後の残額は、他の目的に使用することができない。

3 管理理事会は、連合の憲章の草案の作成に関する経費をまかなうため1に定める限度額をこえる権限を与えられる。(この會議の決議第二十五号参照)。

4 管理理事会は、条約第二〇八号及び第二一九号に掲げる會議及び會合に関する経費を承認することができる。

4.1 管理理事会は、この経費を、千九百六十六年から千九百七十一年までの期間について、場合により4.3の規定を考慮して、次の金額の範囲内に維持するように努める。

千九百六十六年 四、一八五、〇〇〇スイス・フラン
千九百六十七年 二、八一五、〇〇〇スイス・フラン
千九百六十八年 四、九八五、〇〇〇スイス・フラン
千九百六十九年 五、〇三五、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十年 一、五五五、〇〇〇スイス・フラン
千九百七十年 五、三一〇、〇〇〇スイス・フラン

4.2 全権委員會議、電信若しくは電話の問題を取り扱う世界主管庁會議又は無線通信の問題を取り扱う世界主管庁會議が千九百六十八年から千九百七十一年までの間に開催されない場合には、これらの年次について承認された総額から、全権委員會議については二、一五〇、〇〇〇スイス・フラン、電信又は電話の問題を取り扱う世界主管庁會議については一、一五〇、〇〇〇スイス・フラン及び無線通信の問題を取り扱う主管庁會議については二、〇〇〇、〇〇〇スイス・フランが差し引かれる。

全権委員會議が千九百七十一年に開催されない場合には、管理理事会は、同年後の各年次について、条約第二〇八号及び第二一九号に掲げる會議及び會合に関する経費として割り当てることを適當と認める金額を承認する。

4.3 管理理事会は、4.1に定める各年次の経費の限度額をこえる経費が次に掲げる金額でまかなうことができる場合には、これを承認することができる。

前年度からの繰越金
次年度以降から控除することができる金額

一九六五年の國際電気通信条約及び紛争解決議定書

Conference. Toute économie réalisée au titre de ces paiements ne pourra être utilisée à d'autres fins.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour couvrir les dépenses relatives à l'établissement d'un projet de Charte constitutionnelle de l'Union (voir la résolution N° 35 de la présente Conférence).

4. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences et réunions visées aux numéros 208 et 209 de la Convention.

4.1 Durant les années 1966 à 1971, le Conseil d'administration, compte tenu éventuellement des dispositions de l'alinéa 4.3 ci-dessus, maintiendra ces dépenses dans la limite des montants suivants :

4.185.000 francs suisses pour l'année 1966
2.815.000 francs suisses pour l'année 1967
4.985.000 francs suisses pour l'année 1968
5.035.000 francs suisses pour l'année 1969
1.555.000 francs suisses pour l'année 1970
5.310.000 francs suisses pour l'année 1971.

4.2 Si la Conférence de plénipotentiaires, une conférence administrative mondiale traitant de questions de télégraphie ou de téléphonie ou une conférence administrative mondiale traitant de questions de radiocommunications ne devaient pas se réunir au cours des années 1968 à 1971, le total des montants autorisés pour ces années serait réduit de 2.500.000 francs suisses au titre de la Conférence de plénipotentiaires, 1.500.000 francs suisses au titre d'une conférence administrative mondiale traitant de questions de télégraphie ou de téléphonie et 2.000.000 francs suisses au titre d'une conférence administrative mondiale traitant de questions de radiocommunications.

Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit pas en 1971, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1971, les crédits qu'il jugera opportun d'affecter au titre des dépenses relatives aux conférences et réunions visées aux numéros 208 et 209 de la Convention.

4.3 Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées à l'alinéa 4.1 ci-dessus, si ce dépassement peut être compensé par des crédits :

- demeurés disponibles sur une année précédente,
- ou à prélever sur une année future.

一九六五年の国際電気通信条約及び紛争解決議定書

管理理事会の給与及び為替相場の変動が生ずる経費追加の制限

管理理事会の経費節約の義務

連合の良好な運営確保のための超過金額使用及びその条件

主管庁会議及び諮問委員会総会の財政上の審議に関する追加経費の見積り

主管庁会議又は諮問委員会の総会の決定が使用可能な金額をこえて経費増加をもたらす場合

分担等級の通告

5 管理理事会は、次のものを考慮するため、1及び4に定める限度額をこえる権限を与えられる。

5.1 俸給表、年金掛金又は手当（国際連合がジュネーヴにおいて勤務するその職員に適用することを認める勤務地手当を含む。）の増額

5.2 連合に追加の経費を必要とさせるようなスイス・フランと合衆国ドルとの間の為替相場の変動

6 管理理事会は、できる限りの節減を行なう使命を有する。このため、理事会は、毎年承認される経費を、必要があるときはこの規定を考慮して、1及び4に定める範囲内で、連合の必要に応ずることができ、最低の水準に定める義務を有する。

7 管理理事会は、1から5までの規定に従って使用することができ、金額が連合の良好な運営を確保するため十分であると認められる場合には、連合員と正式に協議してその過半数の承認を得たときに限り、その金額をこえて使用することができ、連合員と協議する場合には、理事会は、このような措置を必要とする事実について十分な説明を行わなければならない。

8 世界主管庁会議及び国際諮問委員会の総会は、財政上の影響を生ずるおそれがある提議を審議するに先立ち、これに関する追加の経費の見積りを行わなければならない。

9 主管庁会議又は国際諮問委員会の総会のいかなる決定も、管理理事会が1から5までの規定又は7に定める条件に従って使用することができ、金額をこえて経費の直接又は間接の増加をもたらす場合には、実施されない。

II 分担等級の選定のため連合員及び準連合員が従うべき手続に関する追加議定書

1 連合員及び準連合員は、国際電気通信条約（千九百六十五年モントルー）第二二二号に掲げる分担等級表から選定した分担等級を千九百六十六年七月一日前に事務総局長に通告しなければならない。

5. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 4 ci-dessus pour tenir compte :

5.1 des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admissibles par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève ;

5.2 des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar U.S. qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

6. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1 et 4 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 5.

7. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 5 ci-dessus se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union d'après consultation des Membres de l'Union dont dépendent les dépenses. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

8. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives mondiales et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux devront déposer d'une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

9. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international, ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 5 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 7.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Procédure à suivre par les Membres et Membres associés en vue du choix de leur classe de contribution

1. Tout Membre et Membre associé devra, avant le 1^{er} juillet 1966, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contribution figurant au numéro 212 de la Convention internationale des télécommunications (Montroux, 1965).

単位数に基づ
く分担

2 1の規定に従つて千九百六十六年七月一日前に決定を通告しない連合員及び準連合員は、ジュネーヴ条約の制度の下で選定した単位数に従つて分担しなければならない。

III 事務総局長及び事務総局次長が就任する日に關する追加議定書

モントルーの全權委員會議(千九百六十五年)が定める条件に従つて同會議が選舉した事務総局長及び事務総局次長は、千九百六十六年一月一日に就任する。

以上の証拠として、各全權委員は、英語、中國語、スヘイン語、フランス語及びロシア語により本書一通を作成してこれらの追加議定書に署名した。これらの議定書は、國際電気通信連合に寄託保存する。國際電気通信連合は、その謄本一通を各署名國に交付する。

千九百六十五年十一月十二日にモントルーで作成した。

(本条約の署名に同じ。)

IV 經過的取極に關する追加議定書

國際電気通信連合全權委員會議(千九百六十五年モントルー)は、モントルー國際電気通信条約(千九百六十五年)が効力を生ずるまでの間暫定的に適用される次の規定を定めた。

1 (1) 管理理事会は、この會議が前記の条約の定める手続に従つて選舉する二十九の連合員で構成する。理事会は、選舉後すみやかに会合し、かつ、同条約により付託される任務を遂行することができる。

一九六五年の國際電気通信条約及び紛争解決議定書

2 Les Membres et Membres associés qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1^{er} juillet 1966, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souscrit par eux sous le régime de la Convention de Genève.

PROTOCOLE ADDITIONNEL III

Date d'entrée en fonctions du secrétaire général et du vice-secrétaire général

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) dans les conditions prévues par cette Conférence entreront en fonctions le 1^{er} janvier 1966.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Les signatures qui suivent Les Protocoles additionnels I - III sont les mêmes que celles qui suivent la Convention.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) a décidé des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965).

1. (1) Le Conseil d'administration sera composé de vingt-neuf Membres qui seront élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention. Le Conseil pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

条約の発効ま
での暫定的適
用の規定

国際周波数登録委員会

(2) 管理理事会がその第一回会期中に選挙する議長及び副議長は、理事会の千九百六十七年の年次会期の初めに行なわれるそれらの後任者の選挙の時まで、その職にとどまる。

2 国際周波数登録委員会は、この会議がみずから定める手続に従つて選挙する五人の委員で構成する。委員会の委員は、千九百六十七年一月一日に就任する。

以上の証拠として、各全権委員は、英語、中国語、スペイン語、フランス語及びロシア語により本書一通を作成してこの追加議定書に署名した。この議定書は、国際電気通信連合に寄託保存する。国際電気通信連合は、その謄本一通を各署名国に交付する。

千九百六十五年十月二十一日にモントルーで作成した。

アフガニスタンのために

M. A. グラン

S. N. フラウイ

アルジェリア民主人民共和国のために

A. アムラニ

サウディ・アラビア王国のために

A. ザイダーン

アルゼンティン共和国のために

A. ロサノ・コネヘロ

M. ブシー

O. ガルシア・ビーネイロ

R. A. サルバドル

F. ディアコ

オーストラリア連邦のために

C. J. グリフィス

(2) Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1967 du Conseil.

2. Le Comité international d'enregistrement des fréquences sera composé de cinq membres qui seront élus par la présente Conférence, selon des modalités fixées par elle. Les membres du Comité entreront en fonctions le 1^{er} janvier 1967.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole additionnel en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 21 octobre 1965.

POUR L'AFGHANISTAN :

M. A. GRAN
S. N. ALAMI

POUR L'ALGERIE (REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE) :

A. AMRANI

POUR LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE :

A. ZAYDAN

POUR LA REPUBLIQUE ARGENTINE :

A. LOZANO CONEJERO
M. BUSICH
O. GARCIA PINERO
R. A. SALVADOR
F. DIACO

POUR LE COMMONWEALTH DE L'Australie :

C. J. GRIFFITHS

R・E・パトラー
オーストラリアのために
K・ヴァヴラ
A・サビク
ベルギーのために
M・C・E・D・ランビオット
白ロシア・ソヴィエト社会主義共和国のために
L・ホドルスキ
ビルマ連邦のために
ミン・ルイン
ベ・タン
ボリヴィアのために
M・C・セハス・シエラ
ブラジルのために
E・マシャード・デ・アシェイス
E・マルティンス・ダ・シルヴァ
D・S・フェレイラ
J・A・マルケス
H・ドラド
C・ゴメス・デ・パロス
ブルガリア人民共和国のために
P・ゼチエフ
M・ヴェルコフ
カメルーン連邦共和国のために
チュート・ムッサ
カナダのために
F・G・ニクソン
中央アフリカ共和国のために
E・ヌゼング

R.E. BUTEN
POUR L'AUTRICHE :
K. VAVRA
A. SAPIX
POUR LA BELGIQUE :
M.C.E.D. LAMBOTTE
POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSE :
L. HODORSKI
POUR L'UNION DE BIRMANIE :
MIN MYIN
TE THAN
POUR LA BOLIVIE :
Sra. M.C. SEAS SIERRA
POUR LE BRESIL :
E. MACEDO DE ASSIS
E. MARTINS DA SILVA
D.S. FERREIRA
J.A. MARQUES
H. DOURADO
C. GOMES DE BARROS
POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE
P. ZETCHEV
M. VELKOV
POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN :
TCHOUTA MOUSSA
POUR LE CANADA :
P.O. NIXON
POUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :
E. N'ZENGOU

セイロンのために

G・E・デ・S・エラワラ

チリのために

H・カルカーニ・P

E・クラウデ・F

中国のために

沈怡

干燦吉

サイプラス共和国のために

R・ミハイリデイス

A・E・エムベドクリス

ヴァチカン市国のために

P・V・ジュネイチ

コロンビア共和国のために

E・フランゴ

S・キハノ・カバイエロ

O・ロビラ・フランゴ

M・バスケス

コンゴ民主共和国のために

B・カロンジ

F・ツンバ

M・G・ムベラ

コンゴ共和国(ブラザヴィル)のために

M・ヌチバ

大韓民国のために

C・W・パク

コスタ・リカのために

C・ディ・モトラ・バレストラ

M・バグリ

POUR CEYLAN :

G.E. de S. ELAWELA

POUR LE CHILI :

H. CALCAÑI P.

E. CLAUDE F.

POUR LA CHINE :

Y. SHEN

T.C. YU

POUR LA REPUBLIQUE DE CHYPRE :

R. MICHAELIDIS

A.E. EMBEDOKRIS

POUR L'ETAT DE LA CITE DU VATICAN :

P.V. JUNICICH

POUR LA REPUBLIQUE DE COLOMBIE :

E. ARANGO

S. QUIJANO-CABALLERO

O. ROYIDA ARANGO

M. VASQUEZ

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

B. KALONJI

F. TUMBA

M.G. MUBELA

POUR LA REPUBLIQUE DU CONGO (BRAZZAVILLE) :

M. NUTIBA

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE :

C.W. PAK

POUR COSTA RICA :

C. DI MOTTOLA BALESTRA

M. BAGLI

象牙海岸共和国のために

T・コンデ

キューバのために

P・W・ルイス・トレス

L・ソラ・ピラ

J・A・バジャダルス・ティセネダ

ダホメ共和国のために

T・ブーライヤ

デンマークのために

G・ヘチンセン

P・F・エリクセン

フランスの海外郵便及通信局によつて代表される地域全体のために

J・L・A・コンスタンタン

エクアドルのために

E・ボンセ・イ・サセ

スベインのために

J・ガリド

アメリカ合衆国のために

J・C・ホームズ

エチオピアのために

D・ネガシ

D・ベイエネ

フィンランドのために

A・シンコネン

フランスのために

R・クローズ

ガボン共和国のために

E・メフラス

J・A・フンギレイ

PAR LA REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE :

T. KODJE

POUR CUBA :

P.M. DITS TORRES

L. SOLA YLA

C.A. VALDERRAMA

POUR LA REPUBLIQUE DU DAHOMEY :

T. BOUMBA

POUR LE DANEMARK :

G. PEDERSEN

P.F. ERIKSEN

POUR L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES REPRESENTES PAR L'OFFICE

FRANÇAIS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS D'OUTRE-MER :

J.L.A. CONSTANTIN

POUR L'EQUATEUR :

E. POUCE Y CARO

POUR L'ESPAGNE :

J. GARIDO

POUR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE :

J.C. HOLMES

POUR L'ETHIOPIE :

D. NEGASH

D. BEYNE

POUR LA FINLANDE :

A. SIMONEN

POUR LA FRANCE :

R. CROZE

POUR LA REPUBLIQUE GABONAISE :

E. MEYER

J.A. FONGILEY

ガーナのために

J・A・プロベイ

ギリシャのために

A・マラングーダキス

D・パカレキス

グアテマラのために

F・ビエーラ・ヒメネス

ギニア共和国のために

S・ディブラ

A・I・ディアロ

M・サーディ

M・B・カマラ

上ヴォルタ共和国のために

A・M・カンビレ

ハンガリー人民共和国のために

J・ベント

インド共和国のために

チャマン・ラル

インドネシア共和国のために

A・タヒール

ブラトモ

A・ブール

イランのために

G・シャキブニア

イラク共和国のために

W・カラゴリ

アイルランドのために

L・オブロイン

アイスランドのために

B・クリスチャンソン

POUR LE GHANA :

J.A. PROBEY

POUR LA GRECE :

A. MARANGOU

D. PAKALIS

POUR LE GUATEMALA :

F. VIELLA JIMENEZ

POUR LA REPUBLIQUE DE GUINEE :

S. DIABRA

A.I. DIABLO

M. SARDI

M.B. CAMARA

POUR LA REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA :

A.M. KAMBELE

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE :

J. BENT

POUR LA REPUBLIQUE DE L'INDE :

CHAMAN LAL

POUR LA REPUBLIQUE D'INDONESIE :

A. TAHIR

PRATMO

A. BERN

POUR L'IRAN :

G. SHAKIBNIA

POUR LA REPUBLIQUE D'IRAQ :

W. KARAGORI

POUR L'IRLANDE :

L. O'BRIEN

POUR L'ISLANDE :

B. KRISTJANSSON

イスラエル国のために

E・ロン

M・シャケッド

M・バヴリー

イタリアのために

F・パブツシヨニリツツオ

ジャマイカのために

H・H・ホートン

G・A・ガントレット

日本国のために

島山一郎

高島益郎

板野 学

ジョルダン・ハシェミット王国のために

Z・グスース

K・サマウイ

クウェイト国のために

A・M・アル・サベージ

ラオス王国のために

R・クローズ

レバノンのために

N・カヤータ

M・ガッザール

リベリア共和国のために

J・L・クーバー

リヒテンシュタイン公園のために

W・克蘭ツ

ルクセンブルグのために

L・ボデ

POUR L'ETAT D'ISRAEL :

E. RON

M. SHAKED

M. BAVLY

POUR L'ITALIE :

F. PABUTSIORITZUO

POUR LA JAMAÏQUE :

H. H. HORTON

G. A. GANTRETT

POUR LE JAPON :

I. SHIMAZU

M. TAKESHI

M. ITANO

POUR LE ROYAUME HASHEMITE DE JORDANIE :

Z. GUSSES

K. SAMAWI

POUR L'ETAT DE KOWEÏT :

A. M. AL-SABAJ

POUR LE ROYAUME DU LAOS :

R. CROZ

POUR LE LIBAN :

N. KAYATA

M. GAZZAR

POUR LA REPUBLIQUE DU LIBERIA :

J. L. COOPER, JR.

POUR LA PRINCIPAUTE DE LIECHTENSTEIN :

W. KLANZ

POUR LE LUXEMBOURG :

L. BODE

マレイシアのために

V・T・サンパンサン

マー・セック・ワー

B・A・K・シャムスディン

マラウイのために

A・W・ル・フエーヴル

マダガスカル共和国のために

C・ラマニトラ

マリ共和国のために

M・シディベ

マルタのために

A・バーバラ

モロッコ王国のために

A・ララキ

モリタニア回教共和国のために

M・ステイアイエ

メキシコのために

C・スニェス・A

L・バラハス・G

モナコのために

C・C・ツラミト

A・Y・バスロン

モンゴル人民共和国のために

S・ガンドルジ

L・ナツァグドルジ

ネパールのために

H・P・ウバーチャーイ

ニカラグアのために

A・A・ムリヤウプト

POUR LA MALAISIE :

V.T. SAMPAN SAN

MAR SECK WAR

B.A.K. SHAMSUDIN

POUR LE MALAWI :

A.W. LE FUEVRE

POUR LA REPUBLIQUE MALGACHE :

C. RAMANTRA

POUR LA REPUBLIQUE DU MALI :

M. SIDI BE

POUR MALTE :

A. BARBARA

POUR LE ROYAUME DU MAROC :

A. LARAKI

POUR LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE NAUHITANIE :

M. LARAKI

POUR LE MEXIQUE :

C. SNIËS A.

L. BARAHUS G.

POUR MONACO :

C.C. SOLAMITO

A.Y. PASSERON

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE :

S. GANDORJ

L. NATSAGDORJ

POUR LE NEPAL :

H.P. UBERCHAI

POUR LE NICARAGUA :

A.A. MURIAUPT

ニジェール共和国のために
 B・ボルホ
 ナイジェリア連邦共和国のために
 G・C・オコリ
 ノールウェーのために
 P・オヴレガー
 N・J・ソーベルク
 ニュー・ジーランドのために
 E・S・ドーク
 ウガンダのために
 J・W・L・アコル
 パキスタンのために
 M・S・カリ
 パナマのために
 J・A・タック
 パラグアイのために
 S・グアネス
 M・フェレイラ・フアルコン
 オランダ王国のために
 R・デイクス
 ペルーのために
 F・ソラリ・スワイネ
 A・A・ヒエセケ・マット
 フィリピン共和国のために
 V・A・バシス
 A・G・ガンボア
 P・F・マルティネス
 R・D・タンディンガン
 ボーランド人民共和国のために
 H・パチコ

POUR LA REPUBLIQUE DU NIGER :
 B. BOLD
 POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE DE NIGERIA :
 G.C. OKOLI
 POUR LA NORVEGE :
 P. ØVREGAARD
 N.J. SØBERG
 POUR LA NOUVELLE-ZELANDE :
 E.S. DOAK
 POUR L'OUNGANDA :
 J.W.L. AKOL
 POUR LE PAKISTAN :
 M.S. KARI
 POUR LE PANAMA :
 J.A. TACK
 POUR LE PARAGUAY :
 S. GUNES
 M. FERREIRA FALCON
 POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS :
 R. DIJKS
 POUR LE PEROU :
 F. SOLARI SWAINE
 A.A. HIESEKE MATTO
 POUR LA REPUBLIQUE DES PHILIPPINES :
 V.A. BASIS
 A.G. GAMBORA JR.
 P.F. MARTINEZ
 R.D. TANDINGAN
 POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE :
 H. PACHKO

一九六五年の国際電気通信条約及び紛争解決議定書

ポルトガルのために

M・A・ヴィエイラ

J・ダ・クルス・フィリーベ

R・レゼンデ・ロドリゲス

R・フェレイラ・ド・アマラル

M・F・ダ・コスタ・ジャルディン

アフリカにおけるスペインの諸州のために

J・ガリード

ポルトガルの海外諸州のために

M・A・ヴィエイラ

J・ダ・クルス・フィリーベ

R・レゼンデ・ロドリゲス

R・フェレイラ・ド・アマラル

M・F・ダ・コスタ・ジャルディン

シリア・アラブ共和国のために

A・S・アタツシ

アラブ連合共和国のために

I・フーアード

ドイツ連邦共和国のために

H・ホルネマン

ウクライナ・ソヴィエト社会主義共和国のために

J・オメリアネンコ

ソマリア共和国のために

S・I・アブディ

ローデシアのために

C・R・ディノケンソン

ルーマニア社会主義共和国のために

M・グリゴレ

POUR LE PORTUGAL :

M.A. VIEIRA

J. da CRUZ FILIPE

R. REZENDE RODRIGUES

R. FERREIRA DO AMARAL

M.F. da COSTA JARDIM

POUR LES PROVINCES ESPAGNOLES D'AFRIQUE :

J. GARIDO

POUR LES PROVINCES PORTUGAISES D'OUTRE-MER :

M.A. VIEIRA

J. da CRUZ FILIPE

R. REZENDE RODRIGUES

R. FERREIRA DO AMARAL

M.F. da COSTA JARDIM

POUR LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE :

A.S. ATATSI

POUR LA REPUBLIQUE ARABE UNIE :

I. FOUAD

POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE :

H. HORNMANN

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE L'UKRAINE :

J. OMERIANENKO

POUR LA REPUBLIQUE SOMALIE :

S.I. ABDI

POUR LA RHODESIE :

C.R. DICENSON

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE :

M. GRIGORE

グレート・ブリテン及び北部アイルランド連合王国のために

W・A・ウルヴァスン

H・G・リリクラッブ

C・E・ローヴェル

H・C・グリーンウッド

P・W・F・フライヤー

ルワンダ共和国のために

Z・ハビヤンベル

セネガル共和国のために

L・ディア

シエラ・レオネのために

C・S・デーヴィス

スーダン共和国のために

M・S・スライマン

F・M・F・バルバリー

スウェーデンのために

H・ステルキー

H・ウエステルペリー

S・フルタレ

スイス連邦のために

A・ランゲンベルグ

チャード共和国のために

G・ゴイ

チェコスロヴァキア社会主義共和国のために

G・ヴォドナンスキー

アメリカ合衆国の属領のために

F・コーネイロ

POUR LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE
ET DE L'IRLANDE DU NORD :

W.A. HOLTERSON

H.G. LILLICRAP

C.E. LOWELL

H.C. GREENWOOD

P.W.F. FRYER

POUR LA REPUBLIQUE RWANDAISE :

Z. HABIYAMBARE

POUR LA REPUBLIQUE DU SENEGAL :

L. DIA

POUR SIERRA LEONE :

C.S. DAVIES

POUR LA REPUBLIQUE DU SOUDAN :

M.S. SLEIMAN

F.M.F. BARBARI

POUR LA SUÈDE :

H. STERCK

H. WESTERBERG

S. HILMAR

POUR LA CONFEDERATION SUISSE :

A. LANGENBERGER

POUR LA REPUBLIQUE DU TCHAD :

G. GOY

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE :

G. VOJNÁSKÝ

POUR LES TERRITOIRES DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE :

F. CORNEIRO

一九六五年の国際電気通信条約及び紛争解決議定書

グレート・ブリテン及び北部アイルランド連合王国政府が国際関係を処理する海外領土のために

A・H・シェフィールド

D・シンハー

タイのために

S・ブンヤラタパン

S・スカネート

C・ワチャラバイ

D・チャールンボン

トーゴ共和国のために

A・エトナール

トリニダード・トバゴのために

W・A・ローズ

テニジアのために

M・ミリ

トルコのために

N・クナイ

ソヴィエト社会主義共和国連邦のために

A・ブハルスキー

ヴェネズエラ共和国のために

E・トバル・コバ

ユーゴスラヴ・社会主義連邦共和国のために

P・ヴァシリエヴィチ

ザンビア共和国のために

L・チャングフ

POUR LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER, DONT LES RELATIONS INTERNATIONALES SONT ASSURÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD :

A.H. SHEPHERD

D. SIMPER

POUR LA THAÏLANDE :

S. BUNYATAPAN

S. SKANET

C. WACHARABAI

D. CHARLUNBON

POUR LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE :

A. ROSE

POUR TRINITE ET TOBAGO :

W.A. ROSE

POUR LA TUNISIE :

M. MILLI

POUR LA TURQUIE :

N. KUNAY

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES :

A. BUKHARSKY

POUR LA RÉPUBLIQUE DE VENEZUELA :

E. TOBAR COVA

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE :

P. VASILJEVIC

POUR LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE :

L. CHANGFU

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION

PREAMBLE

- 1 While fully recognizing the sovereign right of each country to regulate its telecommunication, the plenipotentiaries of the Contracting Governments, with the object of facilitating relations and co-operation between the peoples by means of efficient telecommunication services, have agreed to conclude the following Convention.
- 2 The countries and groups of territories which become parties to the present Convention constitute the International Telecommunication Union.

CHAPTER 1

Composition, Purpose and Structure of the Union

ARTICLE 1

Composition of the Union

- 3 1. The International Telecommunication Union shall comprise Members and Associate Members.
- 4 2. A Member of the Union shall be:
 - a) any country or group of territories listed in Annex 1 upon signature and ratification of, or accession to, this Convention by it or on its behalf;
 - b) any country, not listed in Annex 1, which becomes a Member of the United Nations and which accedes to this Convention in accordance with Article 19;
 - c) any sovereign country, not listed in Annex 1 and not a Member of the United Nations, which applies for Membership of the Union and which, after having secured approval of such application by two-thirds of the Members of the Union, accedes to this Convention in accordance with Article 19.
- 7 3. An Associate Member of the Union shall be:
 - a) any country which has not become a Member of the Union in accordance with 4 to 6, by acceding to this Convention in accordance with Article 19, after its application for Associate Membership has received approval by a majority of the Members of the Union;

- 8 b) any territory or group of territories not fully responsible for the conduct of its international relations, on behalf of which a Member of the Union has signed and ratified or has acceded to this Convention in accordance with Article 19 or 20, provided that its application for Associate Membership is sponsored by such a Member, after the application has received approval by a majority of the Members of the Union;

- 9 c) any trust territory on behalf of which the United Nations has acceded to this Convention in accordance with Article 21, and the application of which for Associate Membership has been sponsored by the United Nations.

- 10 4. If any territory or group of territories, forming part of a group of territories constituting a Member of the Union, becomes or has become an Associate Member of the Union in accordance with 8, its rights and obligations under this Convention shall be those of an Associate Member only.

- 11 5. For the purpose of 6, 7 and 8, if an application for Membership or Associate Membership is made, by diplomatic channel and through the intermediary of the country of the seat of the Union, during the interval between two Plenipotentiary Conferences, the Secretary-General shall consult the Members of the Union; a Member shall be deemed to have abstained if it has not replied within four months after its opinion has been requested.

ARTICLE 2

Rights and Obligations of Members and Associate Members

- 12 1. (1) All Members shall be entitled to participate in conferences of the Union and shall be eligible for election to any of its organs.
- 13 (2) Each Member shall have one vote at all conferences of the Union, at meetings of the International Consultative Committees in which it participates and, if it is a Member of the Administrative Council, at all sessions of that Council.
- 14 (3) Each Member shall also have one vote in all consultations carried out by correspondence.
- 15 2. Associate Members shall have the same rights and obligations as Members of the Union, except that they shall not have the right to vote in

any conference or other organ of the Union or to nominate candidates for membership of the International Frequency Registration Board. They shall not be eligible for election to the Administrative Council.

ARTICLE 3

Seat of the Union

16 The seat of the Union shall be at Geneva.

ARTICLE 4

Purposes of the Union

17 1. The purposes of the Union are:

- a)* to maintain and extend international cooperation for the improvement and rational use of telecommunications of all kinds;
- b)* to promote the development of technical facilities and their most efficient operation with a view to improving the efficiency of telecommunications services, increasing their usefulness and making them, so far as possible, generally available to the public;
- c)* to harmonize the actions of nations in the attainment of those common ends.

20 2. To this end, the Union shall in particular:

- a)* effect allocation of the radio frequency spectrum and registration of radio frequency assignments in order to avoid harmful interference between radio stations of different countries;
- b)* coordinate efforts to eliminate harmful interference between radio stations of different countries and to improve the use made of the radio frequency spectrum;
- c)* foster collaboration among its Members and Associate Members with a view to the establishment of rates at levels as low as possible consistent with an efficient service and taking into account the necessity for maintaining independent financial administration of telecommunications on a sound basis;
- d)* foster the creation, development and improvement of telecommunication equipment and networks in new or developing countries by every means at its disposal, especially its participation in the appropriate programmes of the United Nations;

24 *e)* promote the adoption of measures for ensuring the safety of life through the cooperation of telecommunication services;

25 *f)* undertake studies, make regulations, adopt resolutions, formulate recommendations and opinions, and collect and publish information concerning telecommunication matters for the benefit of all Members and Associate Members.

ARTICLE 5

Structure of the Union

26 The organization of the Union shall be as follows:

1. the Plenipotentiary Conference, which is the supreme organ of the Union;
2. Administrative Conferences;
- 28 3. the Administrative Council;
- 29 4. the permanent organs of the Union, which are:
 - a)* the General Secretariat;
 - 30 *b)* the International Frequency Registration Board (I.F.R.B.);
 - 31 *c)* the International Radio Consultative Committee (C.C.I.R.);
 - 32 *d)* the International Telegraph and Telephone Consultative Committee (C.C.I.T.T.).

ARTICLE 6

Plenipotentiary Conference

33 1. The Plenipotentiary Conference, supreme organ of the Union, shall be composed of delegations representing Members and Associate Members.

34 2. The Plenipotentiary Conference shall:

- a)* determine the general policies for fulfilling the purposes of the Union prescribed in Article 4 of this Convention;
- 35 *b)* consider the report by the Administrative Council on its activities and those of the Union since the previous Plenipotentiary Conference;
- 36 *c)* establish the basis for the budget of the Union and determine a fiscal limit for the expenditure of the Union until the next Plenipotentiary Conference;

- 37 *d)* fix the basic salaries, the salary scales and the system of allowances and pensions for all the officials of the Union;
- 38 *e)* finally approve the accounts of the Union;
- 39 *f)* elect the Members of the Union which are to serve on the Administrative Council;
- 40 *g)* elect the Secretary-General and the Deputy Secretary-General and fix the dates of their taking office;
- 41 *h)* revise the Convention if it considers this necessary;
- 42 *i)* conclude or revise, if necessary, agreements between the Union and other international organizations, examine any provisional agreements with such organizations concluded, on behalf of the Union, by the Administrative Council, and take such measures in connection therewith as it deems appropriate;
- 43 *j)* deal with such other telecommunication questions as may be necessary.
- 44 3. The Plenipotentiary Conference shall normally meet at a date and place decided on by the preceding Plenipotentiary Conference.
- 45 4. (1) The date and place of the next Plenipotentiary Conference, or either one of these, may be changed:
- 46 *a)* when at least one-quarter of the Members and Associate Members of the Union have individually proposed a change to the Secretary-General, or;
- 47 *b)* on a proposal of the Administrative Council.
- 48 (2) In either case a new date or place or both shall be determined with the concurrence of a majority of the Members of the Union.

ARTICLE 7

Administrative Conferences

- 49 1. Administrative conferences of the Union shall comprise:
- 50 *a)* world administrative conferences;
- 51 *b)* regional administrative conferences.
- 52 2. Administrative conferences shall normally be convened to consider specific telecommunication matters. Only items included in their agenda may be discussed by such conferences. The decisions of such conferences must in all circumstances be in conformity with the provisions of the Convention.

- 52 3. (1) The agenda of a world administrative conference may include:
- 53 *a)* the partial revision of the Administrative Regulations listed in 203;
- 54 *b)* exceptionally, the complete revision of one or more of those Regulations;
- 55 *c)* any other question of a worldwide character within the competence of the conference.
- 56 (2) The agenda of a regional administrative conference may provide only for specific telecommunication questions of a regional nature, including instructions to the International Frequency Registration Board regarding its activities in respect of the region concerned, provided such instructions do not conflict with the interests of other regions. Furthermore, the decisions of such a conference must in all circumstances be in conformity with the provisions of the Administrative Regulations.
- 57 4. (1) The agenda of an administrative conference shall be determined by the Administrative Council with the concurrence of a majority of the Members of the Union in the case of a world administrative conference, or of a majority of the Members belonging to the region concerned in the case of a regional administrative conference, subject to the provisions of 76.
- 58 (2) This agenda shall include any question which a Plenipotentiary Conference has directed to be placed on the agenda.
- 59 (3) The following items may also be included in the agenda of a world administrative conference dealing with radiocommunication:
- 60 *a)* the election of the members of the International Frequency Registration Board in accordance with 172 to 174;
- 61 *b)* instructions to the Board regarding its activities and a review of those activities.
- 62 5. (1) A world administrative conference shall be convened:
- 63 *a)* by a decision of a Plenipotentiary Conference which may fix the date and place of its meeting;
- 64 *b)* on the recommendation of a previous world administrative conference;
- 65 *c)* at the request of at least one-quarter of the Members and Associate Members of the Union, who shall individually address their requests to the Secretary-General; or
- 66 *d)* on a proposal of the Administrative Council.

64 (2) In the cases specified in 61, 62 and 63 and, if necessary, in the case specified in 60, the date and place of meeting shall be determined by the Administrative Council with the concurrence of a majority of the Members of the Union, subject to the provisions of 76.

65 6. (1) A regional administrative conference shall be convened:

a) by a decision of a Plenary Conference;
b) on the recommendation of a previous world or regional administrative conference;

67 c) at the request of at least one-quarter of the Members and Associate Members belonging to the region concerned, who shall individually address their requests to the Secretary-General; or
d) on a proposal of the Administrative Council.

69 (2) In the cases specified in 66, 67 and 68 and, if necessary, in the case specified in 65, the date and place of meeting shall be determined by the Administrative Council with the concurrence of a majority of the Members of the Union belonging to the region concerned, subject to the provisions of 76.

70 7. (1) The agenda, or date or place of an administrative conference may be changed:

a) at the request of at least one-quarter of the Members and Associate Members of the Union, in the case of a world administrative conference, or of at least one-quarter of the Members and Associate Members of the Union belonging to the region concerned in the case of a regional administrative conference. Their requests shall be addressed individually to the Secretary-General, who shall transmit them to the Administrative Council for approval; or

71 b) on a proposal of the Administrative Council.

72 (2) In cases specified in 70 and 71, the changes proposed shall not be finally adopted until accepted by a majority of the Members of the Union, in the case of a world administrative conference, or of a majority of the Members of the Union belonging to the region concerned, in the case of a regional administrative conference, subject to the provisions of 76.

73 8. (1) The Administrative Council may deem it advisable for the main session of an administrative conference to be preceded by a preparatory meeting to draw up proposals for the technical bases of the preparatory conference.

74 (2) The convening of such a preparatory meeting and its agenda must be approved by a majority of the Members of the Union in the case of a world administrative conference, or by a majority of the Members of the Union belonging to the region concerned in the case of a regional

administrative conference, subject to the provisions of 76.

75 (3) Unless the Plenary Meeting of a preparatory session of an administrative conference decides otherwise, the texts finally approved by it will be assembled in a report which will also be approved by a Plenary Meeting and signed by the Chairman.

76 9. In the consultations referred to in 56, 64, 69, 72 and 74, Members of the Union who have not replied within the time limits specified by the Administrative Council shall be regarded as not participating in the consultations, and in consequence shall not be taken into account in computing the majority. If the number of replies does not exceed one-half of the Members consulted, a further consultation shall take place.

ARTICLE 8

Rules of Procedure of Conferences and Assemblies

77 For the organization of their work and the conduct of their discussions, conferences and assemblies shall apply the Rules of Procedure in the General Regulations annexed to the Convention. However, each conference or assembly may adopt such rules of procedure, in amplification of those in Chapter 9 of the General Regulations, which it considers to be indispensable, provided that such additional rules of procedure are compatible with the Convention and the General Regulations.

ARTICLE 9

Administrative Council

A. Organization and working arrangements

78 1. (1) The Administrative Council shall be composed of twenty-nine Members of the Union elected by the Plenary Conference with due regard to the need for equitable representation of all parts of the world. The Members of the Union elected to the Council shall hold office until the date on which a new Council is elected by the Plenary Conference. They shall be eligible for re-election.

79 (2) If between two Plenary Conferences, a seat becomes vacant on the Administrative Council, it shall pass by right to the Member of the Union from the same region as the Member whose seat is vacated, which had obtained at the previous election the largest number of votes among those not elected.

80 (3) A seat on the Administrative Council shall be considered vacant:

a) when a Council Member does not have a representative in attendance at two consecutive annual sessions of the Adminis-

trative Council:

- 81 *b)* when a Member of the Union resigns its membership on the Council.
- 82 2. Each of the Members of the Administrative Council shall appoint to serve on the Council a person who shall, so far as possible, be an official serving in, or directly responsible to, or for, their telecommunications administration and qualified in the field of telecommunication services.
- 83 3. Each Member of the Administrative Council shall have one vote.
- 84 4. The Administrative Council shall adopt its own Rules of Procedure.
- 85 5. The Administrative Council shall elect its own Chairman and Vice-Chairman at the beginning of each annual session. They shall serve until the opening of the next annual session and shall be eligible for re-election. The Vice-Chairman shall serve as Chairman in the absence of the latter.
- 86 6. (1) The Administrative Council shall hold an annual session at the seat of the Union.
- 87 (2) During this session it may decide to hold, exceptionally, an additional session.
- 88 (3) Between ordinary sessions, it may be convened, as a general rule at the seat of the Union, by its Chairman at the request of a majority of its Members.
- 89 7. The Secretary-General and the Deputy Secretary-General, the Chairman and the Vice-Chairman of the International Frequency Registration Board and the Directors of the International Consultative Committees may participate as of right in the deliberations of the Administrative Council, but without taking part in the voting. Nevertheless, the Council may hold meetings confined to its own members.
- 90 8. The Secretary-General shall act as Secretary of the Administrative Council.
- 91 9. (1) In the interval between Plenipotentiary Conferences, the Administrative Council shall act on behalf of the Plenipotentiary Conference within the limits of the powers delegated to it by the latter.
- 92 (2) The Council shall act only in formal session.
- 93 10. The representative of each Member of the Administrative Council shall have the right to attend, as an observer, all meetings of the permanent

organs of the Union mentioned in 30, 31 and 32.

- 94 11. Only the travelling and subsistence expenses incurred by the representative of each Member of the Administrative Council in this capacity at Council sessions shall be borne by the Union.

B. Duties

- 95 12. (1) The Administrative Council shall be responsible for taking all steps to facilitate the implementation by the Members and Associate Members of the provisions of the Convention, of the Regulations, of the decisions of the Plenipotentiary Conference, and, where appropriate, of the decisions of other conferences and meetings of the Union.
- 96 (2) It shall ensure the efficient coordination of the work of the Union.
- 97 13. In particular, the Administrative Council shall:
- a)* perform any duties assigned to it by the Plenipotentiary Conference;
- 98 *b)* in the interval between Plenipotentiary Conferences, be responsible for effecting the coordination with all international organizations referred to in Articles 29 and 30, and to this end, shall conclude, on behalf of the Union, provisional agreements with the international organizations referred to in Article 30, and with the United Nations in application of the Agreement between the United Nations and the International Telecommunication Union; these provisional agreements shall be submitted to the next Plenipotentiary Conference in accordance with 42;
- 99 *c)* decide on the numbers and grading of the staff of the General Secretariat and of the specialized secretariats of the permanent organs of the Union, taking into account the general directives given by the Plenipotentiary Conference;
- 100 *d)* draw up such regulations as it may consider necessary for the administrative and financial activities of the Union; and also the administrative regulations to take account of current practice of the United Nations and of the specialized agencies applying the Common System of pay, allowances and pensions;
- 101 *e)* supervise the administrative functions of the Union;
- 102 *f)* review and approve the annual budget of the Union, ensuring the strictest possible economy.